II

LA CONQUÊTE RÉPUBLICAINE : IMPÉRIALISME OU PRINCIPAT ?

par Alain MICHEL
Professeur à l'Université de Paris-Sorbonne
1, rue Victor-Cousin, 75005 Paris

A propos de : Jean-Louis FERRARY, *Philhellénisme et impérialisme. Aspects idéologiques de la conquête romaine du monde hellénistique de la seconde guerre de Macédoine à la guerre contre Mithridate*, École Française de Rome, Palais Farnèse, 1988.

La thèse de M. FERRARY, dès sa parution, s'est imposée comme un ouvrage fondamental. Elle traitait un grand sujet; elle le faisait selon une méthode à la fois efficace et originale.

Parlons d'abord de cette méthode. Chacun connaît l'admirable compétence bibliographique de l'auteur. L'état des questions qu'il nous propose est d'une très grande précision. On admire la complexité, la rigueur, la courtoisie des discussions qu'il introduit. Mais il va plus loin par la qualité de ses conclusions et par le choix de son plan.

Il traitait un sujet immense. Un risque existait donc pour lui : s'engager dans une étude analytique dont il n'aurait pu épuiser le détail et dans laquelle il se serait trouvé conduit à répéter ou à reproduire beaucoup d'idées déjà acquises. Il a donc pris un parti qui nous paraît exemplaire : il a choisi de traiter en profondeur trois questions majeures à partir desquelles il pouvait formuler de manière personnelle une thèse d'ensemble. Il a donc étudié successivement le problème de la liberté de la Grèce, la venue des philosophes, le rôle des idéologies.

Une telle démarche impliquait naturellement des choix. Il fallait que les problèmes choisis fussent véritablement fondamentaux. Là intervenaient des options majeures, qui impliquaient une certaine idée de l'histoire et sans doute de Rome. De la recherche française (ou parisienne) actuelle, de l'influence de ses maîtres, de l'idée qu'il se fait lui-même de l'antiquité romaine, M. FERRARY a retenu certains principes : dans la période qui l'intéresse, il sait que les principaux témoignages viennent des textes; certes, ceux-ci ne reposent pas toujours sur une documentation rigoureuse; ils peuvent traduire, plutôt que la vérité, des idéologies ou des propagandes. Mais les propagandes et les idéologies constituent aussi des témoignages sur la vérité historique. Les textes n'ont pas nécessairement tort. En tout état de cause, il faut les lire et les interpréter.

C'est pourquoi le plan adopté par M. FERRARY fait la place si large à la littérature, à la philosophie et au droit. Le spécialiste de l'Antiquité arrive ainsi à une attitude qui confirme précisément l'idée humaniste qu'il se fait de ses auteurs : il croit les hommes dont il raconte l'histoire; même quand il est obligé de les juger, il fait droit à leur témoignage et il se réfère à leurs affirmations. Il ne les accepte pas nécessairement. Mais il essaie de les connaître et de les comprendre.

La conquête romaine a mauvaise presse. On la décrit comme l'établissement d'un empire, comme un colonialisme triomphant. Certes, elle a eu lieu pour l'essentiel à l'époque républicaine. Cela peut sembler paradoxal. On conclut à l'hypocrisie de Rome. Il y a eu d'autres moments dans l'histoire où des démocraties ont tendu à dominer le monde. Le prestige qu'elles tenaient de leurs insti-

tutions faisait croire à leur esprit de liberté et les aidait à assurer leur domination. Ainsi en fut-il de l'hégémonie athénienne, telle que Thucydide la décrit. Mais Rome constitue l'exemple principal et c'est pourquoi beaucoup de modernes jugent bon de la maudire.

M. FERRARY remet les choses au point grâce à une analyse minutieuse des textes et des pensées. Il la construit d'abord à partir des faits, tels qu'on peut les dégager d'une recherche proprement institutionnelle et historique.

Que voulait dire Rome lorsqu'elle affirmait qu'elle rendait la liberté à la Grèce ? De quelle liberté s'agissait-il ? N'était-on pas plutôt en présence d'un changement d'hégémonie ? Rome succédait à des rois, elle exerçait sur les peuples qu'elle prétendait avoir libérés une autorité monarchique dont les inconvénients se trouvaient aggravés par le mensonge qui les recouvrait. Telle est à peu près la lecture qui s'est imposée à la plupart des modernes. Pourtant, ils admirent Tite-Live et Polybe, qui ne présentent pas les choses de la même façon.

C'est à eux et aux autres vestiges que nous avons gardés des historiens et des philosophes antiques que se réfère M. FERRARY. Dès lors, le problème se pose d'une manière plus précise. Qu'est-ce que cette liberté que Rome prétendait avoir rendue aux Grecs ? Il semble qu'elle consiste surtout en une autonomie, dont on doit déterminer les limites. Les historiens se sont référés à une formule : *suis legibus uti*. Elle paraît encore trop large à M. FERRARY. Seuls étaient véritablement autonomes les territoires qui n'étaient pas réduits en provinces et ne dépendaient pas directement du magistrat romain. Eux-même s'étaient durement contraints à se plier à la politique de Rome. Il semble donc à première vue que la domination de l'Empire était garantie à la fois par les institutions et par l'esprit (si l'on peut dire) dans lequel elles étaient appliquées.

Mais M. FERRARY nous montre que les choses sont plus complexes. Il faut voir comment se prennent les décisions, d'où elles viennent et dans quelles structures sociales et politiques elles s'inscrivent. En fait, le rôle des magistrats est considérable, soit qu'ils agissent dans l'*Vrbs*, soit qu'ils exercent leurs fonctions dans les provinces. Il faut d'abord qu'eux-mêmes ne soient ni menteurs ni violents. L'interprétation de la loi romaine dépend d'eux. Ils peuvent la tourner en tyrannie ou mettre l'accent sur le droit. La marge d'interprétation que leur laissent leurs prérogatives est essentielle à cet égard. M. FERRARY n'éprouve aucune difficulté à distinguer de cette manière les bons et les mauvais magistrats. Toute conquête engendre la haine. On en a eu la preuve au temps de Mithridate, lorsque ses amis ont réussi à susciter de véritables « vêpres latines ». Mais Mithridate n'a pas gagné. Plus tard, lorsqu'est venu le temps des invasions, à l'époque d'Aelius Aristide, l'Empire est resté solidaire de Rome. Succès extraordinaire et presque unique dans l'histoire. Les explications d'une telle réussite sont peut-être présentes dès l'origine, lorsque certains magistrats apprennent à Rome à se faire aimer.

Le rôle des hommes est grand. L'histoire leur laisse en tous temps beaucoup de responsabilités. Voilà ce que nous enseigne avec force le présent ouvrage. En donnant donc toute sa valeur à un tel type de causalité, il met aussi l'accent sur les structures sociales. Rome était une démocratie oligarchique. Face aux nations grecques, elle insiste sur une telle vocation. Elle semblait pourtant dominer de façon monarchique. La contradiction qui existait entre les deux tendances a pu se retrouver plus tard chez les nations qui l'imitaient. A l'époque qui nous occupe, on voit qu'elle a souvent essayé de s'appuyer sur les oligarchies locales.

Mais cette réflexion sur pouvoir et monarchie va beaucoup plus loin. M. FERRARY le suggère plutôt qu'il ne le dit. L'idéologie qui nous est ici suggérée nous laisse entendre que Rome s'appuie sur l'*auctoritas* de sa justice au moins autant que sur l'autorité des armes. Elle règne, sans doute, mais elle exerce aussi un prin-

cipat. On s'avise qu'Octave-Auguste a trouvé dans l'impérialisme républicain les modèles de son propre pouvoir. Rome avait à s'adapter à sa domination universelle. Elle découvrait qu'elle ne pouvait la fonder que par l'accord entre sa force et son droit, assorti de quelques petits mensonges.

Cicéron avait esquissé dans le *De officiis* la théorie d'un tel impérialisme. Mais il ne poussait pas jusqu'au principat personnel. Auguste allait franchir le pas et Tite-Live devait tirer les conséquences, plutôt bonnes que mauvaises.

Nous entrons ici dans le deuxième aspect du livre qui nous occupe. Le débat, ainsi présenté, ne peut trouver son expression, et peut-être sa solution, que dans l'idéologie. Nous comprenons l'importance du rôle joué par les philosophes ou par les historiens.

Il fallait d'abord le déterminer avec précision, revenir aux textes, en mesurer la portée. M. FERRARY présente à cet égard un certain nombre d'observations que ses communications et ses articles avaient déjà annoncées. Il s'intéresse en particulier au l. III du *De republica*. La célèbre discussion menée par Laelius et Philus sur la justice renvoie d'après eux à l'ambassade des philosophes et aux conférences de Carnéade. M. FERRARY en convient. Mais il montre que le texte, tel qu'il nous est offert, ne saurait se limiter à cette source ni la reproduire directement. Cicéron a dû la connaître à travers des relais, qui lui étaient fournis par l'enseignement de la Nouvelle Académie.

D'autres recoupements nous marquent qu'un rôle important a dû être joué à cet égard par Clitomaque. M. FERRARY le montre très bien. Notons ici que de telles indications ne doivent pas nous conduire à des appréciations pessimistes quant à la rigueur ou à la profondeur de la pensée cicéronienne. D'autres travaux assez récents (en particulier ceux de M. GIUSTA) ont mis en lumière l'importance des mouvements de pensée qui se sont produits autour de Clitomaque, lorsque la Nouvelle Académie, au tournant des siècles, mettait au point sa problématique et ses alliances. Par d'autres voies, M. FERRARY apporte une part de confirmation à ces enquêtes. Mais il montre aussi que les rapprochements dont on nous parle n'ont pas relevé seulement de la mécanique superficielle qui peut se manifester dans les doxographies. Il s'agissait en fait d'une réflexion concrète et fondamentale sur la nature du pouvoir romain.

Dès lors, il devient possible d'apprécier le rôle des intellectuels. M. FERRARY s'y emploie. Il le fait à propos de l'historien Polybe et du philosophe Panétius, marquant du même coup très fortement le lien qui existe entre les disciplines.

Polybe n'écrit pas seulement pour les Grecs ou pour les Romains. Ce n'est pas un propagandiste. Au moment où il rédige son œuvre historique, il ne s'agit plus de poser des questions qui sont devenues inutiles. La conquête romaine est faite. Il faut savoir à quelles conditions elle sera bénéfique. Polybe, proche de Scipion Émilien, explique à la fois ce qui fait la grandeur de Rome et les devoirs qui s'imposent à ses magistrats si elle veut, dans de telles conditions, assurer sa puissance et la rendre préférable à d'autres types de domination.

Il en va de même quand il s'agit de Panétius. Lui aussi est un Grec qui travaille pour éclairer Scipion. Il dispose d'un héritage d'universalisme dont Rome a précisément besoin face aux peuples qu'elle a libérés de monarchies plus obtuses. Certes, M. FERRARY nous montre à ce propos que les grands ennemis de l'*Vrbs* avaient eux aussi dans leur entourage des représentants de la philosophie et notamment du Portique. Il existait partout des sages, qui essayaient, chacun à sa place, de régler l'action. Mais la victoire romaine s'est imposée. Dès lors, les latins ont eu le mérite de ne pas mépriser la philosophie. Elle était toujours restée présente chez eux et elle pouvait leur donner certains moyens d'assurer la paix.

L'image de Panétius qui se trouve ainsi définie est originale. Elle coïncide avec

diverses recherches qui se sont accomplies récemment dans ce qu'on pourrait appeler l'école de Paris. L'image du pouvoir que nous présente le philosophe ne coïncide pas, comme on l'a dit, avec celle du *Führertum* hellénistique. Au contraire, elle tend à la corriger, en insistant plutôt sur un principat que sur la royauté. Il s'agit d'un personnalisme universaliste, qui veut respecter les libertés.

On mesure donc l'importance de la thèse de M. FERRARY. Elle nous conduit à deux conclusions majeures.

1. Il fallait expliquer dans ses divers aspects la naissance républicaine de l'impérialisme romain. Nous constatons que, malgré beaucoup d'erreurs et de fautes, il a su d'emblée qu'un pouvoir peut s'assurer s'il est juste. C'est alors qu'il respecte les libertés. Cicéron l'avait compris, Auguste allait s'en souvenir, avec plus d'ambiguïté.

2. De telles analyses montrent à la fois le rôle des hommes et celui de leurs pensées. Scipion, Caton, Cicéron, Auguste ont avant tout été intelligents. Ils se sont tous aperçus que l'histoire n'obéit pas seulement à la force mais aussi à la liberté de l'esprit. Ils ont réfléchi chacun à sa façon sur la philosophie de la politique. Les historiens et les hommes d'action ne sont pas dispensés aujourd'hui d'une telle forme de sagesse. M. FERRARY nous montre, à propos d'événements qui eurent une importance décisive pour le destin de l'Occident, que les Romains ne l'ont ni négligée ni ignorée.